

*L'Investissement Socialement Responsable, ou ISR, est un placement qui vise à concilier performance économique et impact social et environnemental en finançant les entreprises et les entités publiques qui contribuent au développement durable quel que soit leur secteur d'activité. En influençant la gouvernance et le comportement des acteurs, l'ISR favorise une économie responsable – *Définition AFG-FIR*

Promepar AM lance son premier fonds ISR : BRED Sélection ISR

Nous vous en présenterons les grandes lignes dans le prochain Flash Info ISR.



INVESTISSEMENT RESPONSABLE

Quels niveaux de connaissance et d'intérêt des Français pour l'Investissement Socialement Responsable ?

Une enquête réalisée pour le Forum pour l'Investissement Responsable (FIR) et Vigeo Eiris, l'agence internationale de recherche et services en ESG* par Ifop pour la **10ème année consécutive**, confirme l'intérêt des Français pour **les produits d'épargne et d'investissement responsable**. Les principaux résultats montrent que **6 Français sur 10** (détenant au moins 1 produit financier, soit 82% de l'échantillon initial) déclarent **accorder une place importante** aux impacts environnementaux et sociaux dans leurs décisions de placements (stable par rapport à 2018). Parmi les sujets que les sondés veulent voir pris en compte de façon prioritaire dans leur épargne, les **sujets environnementaux** suscitent un intérêt croissant (pollution, changement climatique, biodiversité...). L'intérêt affiché pour les sujets sociaux et sociétaux reste stable et notoires (emploi respect des droits humains, conditions de travail, développement économique local, égalité homme/femme). Le concept d'ISR demeure toutefois méconnu du grand public : **61%** des personnes interrogées déclarent **n'avoir jamais entendu parlé de l'ISR avant cette enquête**. Comme en 2018, **5% des Français déclarent avoir déjà investi dans un fonds ISR**. L'offre de produits ISR reste encore peu mise en évidence par les établissements financiers : seulement 6% des personnes interrogées déclarent s'être vu proposer de l'ISR par leur conseiller. Pourtant, les investisseurs individuels estiment que **les conseillers financiers demeurent la source d'information privilégiée en termes d'offre ISR (55%)**, loin devant les ONG/associations de consommateurs (11%), les pouvoirs publics (10%), les médias (10%), les proches (8%), les réseaux sociaux (4%) ou encore les entreprises (2%).

*ESG : Environnement, Social et Gouvernance

Sources : Vigeo Eiris - FIR

10ème édition de la Semaine de la Finance Responsable

Du 26 septembre au 16 Octobre se tient la semaine « de la Finance Responsable. Organisée par le Forum pour l'Investissement Responsable (FIR) et soutenue depuis 5 ans par le Ministère de l'Écologie, du Développement Durable et de l'Énergie ainsi que par le Ministère des Finances et des Comptes publics, elle vise, à travers de nombreux événements partout en France, à sensibiliser et à familiariser l'ensemble des épargnants et des investisseurs à la finance responsable.

Sources : Promepar AM



SOCIAL

La BRED s'engage pour la restauration des Terres dégradées

La banque coopérative rejoint le tour de table des investisseurs du fonds **Land Degradation Neutrality (LDN)** géré par Mirova, société de gestion du Groupe BPCE dédiée à l'investissement responsable, à hauteur de **9 millions d'euros**. L'objectif du fonds LDN, soutenu par les Nations Unies, est de **restaurer** à travers le monde **500 000 hectares de terres dégradées**, de créer **100 000 emplois locaux** et d'économiser 35 millions de tonnes de CO2 au travers de projets agricoles, de reforestation ou encore d'écotourisme. En s'associant au fonds LDN, la BRED soutient déjà **3 projets de restauration de terres dégradées**, au Pérou, en Indonésie, et au Kenya avec des programmes de plantation de café et de noisettes, ou encore de reforestation, s'inscrivant tous dans un objectif de développement durable.

Source : BRED

Conditions de travail, Etats-Unis

« Ce n'est pas innovant de sous payer quelqu'un pour son travail » déclaration d'un député américain.

La Californie requalifie les entrepreneurs de l'économie collaborative en salariés.

Popularisé au milieu de la décennie, le terme d'« ubérisation » (dérivé du nom de l'entreprise californienne Uber) décrit un nouveau phénomène qui s'inscrit dans l'économie collaborative. Si ce système permet à de nombreuses personnes de trouver des petits boulots tout en bénéficiant d'horaires flexibles, **il se caractérise aussi par une précarisation de la situation de ces travailleurs**. Considérés comme des entrepreneurs indépendants, ils ne bénéficient pas des avantages liés au statut de salarié. Aussi, dans de nombreux pays (dont dernièrement aux Etats-Unis), les protestations se sont-elles multipliées pour obtenir de meilleures conditions de travail. Mais le 11 septembre, le Parlement californien a peut-être changé la donne en approuvant la modification des codes du travail et de l'assurance-chômage de l'Etat.

A partir du 1er janvier 2020, le statut de travailleur indépendant de plusieurs secteurs d'activité pourra être requalifié en statut salarié, y compris (et surtout) dans le cas des plates-formes telles qu'Uber. Cette requalification permettra aux travailleurs de bénéficier des avantages liés à ce statut (salaire minimum, chômage, protection sociale...). Le texte définitif doit encore être approuvé par le gouverneur qui lui a déjà apporté son soutien. Cette réglementation pourrait faire tâche d'huile. Le gouverneur de New York s'est ainsi dit intéressé par une initiative similaire dans son Etat. Le parcours du combattant n'est cependant pas terminé, les Uber et autres Lyft ayant en effet promis de réagir à différents niveaux juridiques.

Sources : CFIE



GOVERNANCE

Lente métamorphose des Conseils d'Administration du CAC 40

Cette année, **52 nouveaux administrateurs ont rejoint les conseils du CAC 40 et 58 les ont quittés**. Parmi les entrants, **60% de femmes**, très souvent de nationalité étrangère, avec une expérience dans le numérique, ou avec des compétences opérationnelles (ex chez Publicis, Carrefour, Capgemini...). Parmi les nouvelles recrues, figurent aussi des personnalités comme Yann Arthus-Bertrand, entré comme censeur au conseil de LVMH. Autre arrivée marquante, Alexandre Arnault qui a remplacé son père chez Carrefour, et qui est aujourd'hui le plus jeune administrateur du CAC 40. Cette année, la part des **primo entrants** est de **38%** contre 30% en 2017. Cette métamorphose des conseils n'est pas nouvelle et surtout impulsée par la **pression réglementaire**, les **revendications** des investisseurs institutionnels ou bien la menace des **fonds activistes**. La parité hommes-femmes est quasiment établie ; **elles occupent désormais près de 50% des sièges, contre 15% il y a neuf ans**. Les administrateurs étrangers en occupent 36,6% (contre 27% en 2010) ; quant aux administrateurs salariés, le chiffre atteint **11%**. L'arrivée de ces nouveaux entrants a-t-elle eu un véritable impact sur le fonctionnement des conseils ? Certains jugent que non, en raison du faible poids des femmes dans la prise de décision, de la **consanguinité** des administrateurs ou encore des **conseils en deux temps**. D'autres en revanche saluent les évolutions. Autre changement à prendre en compte : près de 75 % des conseils du CAC 40 procèdent à une **évaluation externe** de leur fonctionnement. Ils n'étaient que 45 % il y a dix ans.

Sources : *Les Echos*



ENVIRONNEMENT

Sommet climat de l'ONU

"L'urgence climatique est une course que nous sommes en train de perdre, mais nous pouvons la gagner", a lancé Antonio Guterres, secrétaire général de l'ONU lors du sommet climat qui s'est tenu à New York le 23 septembre.

Parmi les nouvelles importantes à retenir :

- les États-Unis et le Brésil ont boycotté l'événement (à l'exception d'une rapide apparition de Donald Trump) ; ni la Chine, ni l'Inde n'ont pris d'engagements. A l'inverse, la Russie (4ème émetteur de CO2 de la planète) a annoncé la signature d'une résolution gouvernementale consacrant son adhésion définitive à l'Accord de Paris.
- L'Autriche, le Chili, l'Italie, le Japon et le Timor Oriental, ont rejoint 61 pays déjà engagés dans la **Carbon Neutrality Coalition** visant à atteindre le bilan zéro GES* d'ici 2050.
- **87 grandes entreprises** (dont Nestlé, Danone, Burberry, Saint-Gobain, L'Oréal) représentant 2 300 milliards de chiffre d'affaires ont rejoint la coalition **"Ambition 1,5 °C entreprises"** et se sont engagées à adopter une stratégie

climat visant un **objectif de 1,5°C**.

- Dix-neuf entreprises, ont présenté une coalition visant à protéger la biodiversité ; parmi ces sociétés, des géants du secteur agroalimentaire tels Danone, Barry Callebaut, Kellogg, Mars, McCain Foods, Nestlé, Unilever, mais aussi des entreprises comme Google, L'Oréal, ou Yara.
- Le groupe de luxe Kering va désormais **compenser intégralement les GES générées** par l'ensemble de ses activités, y compris sa chaîne d'approvisionnement, via notamment des programmes de protection des forêts. Le groupe maintient son objectif "de **réduire de 50 % toutes les émissions de GES** liées à ses activités propres et à sa chaîne d'approvisionnement externe d'ici à 2025, par rapport à 2015".
- Dans le cadre du Net Zero Asset Owner Alliance, la Caisse des Dépôts, avec 11 autres grands investisseurs institutionnels, s'est engagée à aligner ses portefeuilles d'investissements - ses actions, ses obligations et ses participations dans le secteur immobilier - avec un **objectif de neutralité d'émission de GES* d'ici 2050**. Pour ce faire, des objectifs cibles seront fixés tous les cinq ans.
- 130 banques représentant **47 000 milliards de dollars d'actifs** ont signé les **"Principles for Responsible Banking" (PRB)**. Elles s'engagent à aligner leur activité sur les objectifs de l'accord de Paris et avec les ODD*. Ces 130 établissements représentent un **tiers du secteur bancaire mondial**.
- Le réseau de banques publiques de développement, l'IDFC (International Development Finance Club), a promis de financer à hauteur de **1 000 milliards de dollars la lutte contre le réchauffement climatique, d'ici 2025**. Créé en 2011, l'IDFC comprend 24 banques nationales et régionales du Nord et du Sud dont l'AFD (Agence Française de Développement), la KfW allemande, la BNDES brésilienne ou encore la Banque de développement d'Afrique du Sud.
- La Fondation Bill and Melinda Gates, la Banque Mondiale, ainsi que les Pays-Bas, la Suède, la Suisse, le Royaume-Uni et l'Allemagne vont consacrer ensemble **790 millions de dollars pour le Groupe Consultatif pour la Recherche Agricole Internationale** afin d'améliorer l'adaptation des petits fermiers dans les pays émergents exposés au changement climatique.

*GES : gaz à effet de serre

**ODD : Objectifs du Développement Durable

Source : *Novethic*

A LIRE

L'AFG publie un livre blanc pour l'éducation financière des épargnants. Ce document pédagogique vise à donner aux épargnants des clés de compréhension leur permettant d'être davantage acteurs de leur épargne pour la construction dans la durée de leur patrimoine. Il présente une série de recommandations à destination des investisseurs, des conseillers financiers et des pouvoirs publics.

CONTACT

▪ Murielle HERMELLIN

Responsable du développement ISR – Gérante de portefeuilles
murielle.hermellin@bred.fr

▪ Jean-Philippe NGO

Gérant ISR Junior
jean-philippe.ngo@bred.fr

